

D'ailleurs les dépenses improductives de toutes sortes se sont multipliées d'une manière disproportionnée avec l'accroissement de la richesse et de la production. En 1869, nous avons importé en tabac, spiritueux, vins, bière, soieries et articles de mode pour \$4,413,570, et pour \$8,628,249 en 1872; ce qui accuse une augmentation de \$4,214,679 ou de 95700 en quatre ans.

C'est énorme !

Ces dépenses de luxe, ou d'une nécessité tout à fait secondaire, ne peuvent augmenter d'une manière aussi extraordinaire sans produire un certain malaise dans les affaires, et atténuer considérablement les forces productives du pays. Ce sont autant de millions qui sont engloutis sans compensation aucune, et dont la consommation même est une cause de perte sèche sous tous rapports.

Maintenant, si nous examinons les importations et les exportations en général, nous constatons que de 1868 à 1874, les premières ont augmenté de 77700 et les secondes de 55700, ce qui établit un déficit apparent de 22700.

Il est bien vrai que pour avoir le chiffre de notre production, il faut ajouter à celui de nos exportations ce que nous avons gagné dans les transports, dont une grande partie a été faite par des armateurs canadiens; mais, d'un autre côté, pour avoir le montant exact de notre consommation, il faut ajouter les droits d'entrée payés sur les importations, ce qui compense à peu près ce que nous avons gagné dans les transports, en sorte qu'au point de vue des ressources pécuniaires, notre position s'établit par un déficit de 22700 à peu près.

Donc, au point de vue de la production et de la consommation, chaque million d'importation suppose le déboursement de \$220,000 en sus du contre-compte de nos exportations.

Les emprunts que nous faisons à l'étranger — emprunts des gouvernements, des municipalités, des associations mercantiles ou financières, des compagnies de chemins de fer, et des particuliers — comblent une grande partie de cette lacune; mais il est évident qu'il reste un déficit qui ne peut se solder que par les pertes que nous faisons subir à nos créanciers des autres pays. Il n'est pas besoin d'être maître passé en économie politique, pour apercevoir qu'un pareil état de choses ne peut aboutir qu'à la crise et à la banqueroute.

C'est précisément ce qui est arrivé.

La crise produite par les causes que nous venons de signaler